

... en contrepoint - De fortes attentes envers l'État

Caroline Helfter

DANS **INFORMATIONS SOCIALES** 2007/6 n° 142 , PAGES 65 À 66

ÉDITIONS **CAISSE NATIONALE D'ALLOCATIONS FAMILIALES**

ISSN 0046-9459

DOI 10.3917/inso.142.0065

Date de mise en ligne : 01/04/2008

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-informations-sociales-2007-6-page-65?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Caisse nationale d'allocations familiales.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

De fortes attentes envers l'État

Les Français n'ont pas le moral complètement dans les chaussettes, mais la tendance n'est pas à la hausse. Ainsi, au printemps 2006, 50 % d'entre eux se disent préoccupés pour l'avenir de leurs enfants et des générations futures – soit 19 % de plus que six ans auparavant ⁽¹⁾. Et ils sont encore plus nombreux – 78 % contre 60 % en 2001 – à penser que les inégalités ont plutôt augmenté au cours des six dernières années, et sensiblement autant (75 %) à pronostiquer qu'elles vont continuer à croître (soit 16 points de plus qu'en 2002). Cette enquête barométrique annuelle de la DREES, qui permet de suivre les évolutions de l'opinion sur les problèmes sociaux, montre aussi que, pour les régler, les Français attendent beaucoup de l'État. Même si ce sentiment a perdu 5 points en six ans, 46 % des personnes interrogées en 2006 estiment que "la solidarité, c'est l'affaire avant tout de l'État et des collectivités locales", puis celle des individus et des familles (39 %, soit un gain de 4 points en six ans). Les associations, quant à elles, ne sont privilégiées que par 9 % des interviewés, et la Sécurité sociale, peu distinguée de l'État, par 4 % d'entre eux. S'agissant, précisément, du système public de protection sociale, les Français y sont de plus en plus attachés : en 2006, 81 % d'entre eux (+ 8 points en six ans) estiment que les systèmes d'assurance maladie ou de retraite doivent rester essentiellement publics, et 62 % des personnes interrogées (+ 12 points depuis 2000) pensent que l'autorisation de mise en concurrence des caisses publiques

et des assurances privées “serait plutôt une mauvaise chose car cela créerait un système de protection sociale à deux vitesses”.

Parallèlement, de moins en moins de Français jugent que “s’il n’y avait pas le monopole de la Sécurité sociale, ça marcherait mieux” : 28 % en 2000, 22 % en 2006.

Par ailleurs, après avoir été informées, par l’enquêteur, que “la France consacre environ le quart de son revenu national au financement de la protection sociale”, 57 % des personnes interrogées estiment ce niveau comme “normal” (+ 7 points en six ans). Mais point trop n’en faut, pourrait-on dire : la part des Français qui considèrent ce niveau comme “insuffisant” (22 %) a diminué de 8 points en six ans, cependant que celle des personnes qui le jugent “excessif” (15 %) s’est accrue de 4 % par rapport à 2000.

Caroline Helfter

1 - Enquête réalisée par la DREES, depuis 2000, auprès d’un échantillon représentatif d’environ 4 000 personnes âgées de 18 ans ou plus, résidant en France métropolitaine. Voir **Études et résultats**, n° 517, septembre 2006.